



Mairie de MANTHELAN

## DEPARTEMENT D'INDRE ET LOIRE

### Commune de MANTHELAN

Séance du 28 janvier 2005

L'an deux mille cinq le vingt-huit janvier à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MANTHELAN, régulièrement convoqués le 21 janvier, se sont réunis à la Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Dominique BRAUD, Maire.

**Etaient présents : MM. BRAUD, DROUAULT, RION, GRANGER, BOUTIN, MALBRANT, BATEREAU Mmes CHAMART, CHAMPION, CHILLOU, BLANCHET,**

**Etait absent : M. VERNAT,**

**Etait excusé : M. ALLAMIGEON, (donne pouvoir à Mr MALBRANT)**

**Secrétaire de séance : Mme Nadine CHILLOU**

### **CREATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

**Monsieur le Maire expose au conseil municipal :**

L'article L.211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un PLU approuvé d'instituer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation futures telles qu'elles sont définies au PLU,

Le DPU permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opération d'aménagement par l'acquisition de biens à l'intérieur d'un périmètre déterminé.

Il précise l'intérêt pour la commune de se doter d'un droit de préemption sur certaines zones nécessaires au développement de l'agglomération et à la restructuration d'îlots anciens du bourg : réalisation de nouvelles zones d'habitation, aménagement de zones destinées à l'accueil d'activités artisanales ou industrielles, extension ou construction d'équipements, amélioration de la qualité urbaine ...

**En conséquence, Mr le maire propose de créer un DPU sur les zones ou parties des zones urbaines ou à urbaniser suivantes :**

- les zones urbaines UA, UB, à l'exception des secteurs UBha, UE, y compris le secteur UEa et UY
- les zones à urbaniser 1AUb, 2AUb et AUy

Cette institution du DPU est nécessaire dans les zones urbaines afin de permettre à la commune de mettre notamment en œuvre les emplacements réservés qu'elle a inscrits à son PLU et surtout de profiter de certaines opportunités foncières pour mettre en place des opérations de renouvellement urbain, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, de mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat ou de développement économique (ex : maintien des commerces de proximité) ou d'amélioration du niveau d'équipement du bourg.

**Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal :**

- décide d'instituer le DPU sur les secteurs de zone urbaines et de zones à urbaniser tels qu'ils figurent aux plans annexé à la présente délibération,
- précise que le DPU sera exercé sur la commune,
- donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer en tant que besoin le droit de préemption conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet,
- à Monsieur le Sous-Préfet,
- à Monsieur le Directeur départemental de l'équipement,
- à Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux,
- Monsieur le Président du conseil supérieur du Notariat,
- A la Chambre départementale des Notaires,
- Au barreau constitué près le tribunal de grande instance,
- Au greffe du tribunal de grande instance.

Par ailleurs, une copie sera également adressée au service instructeur de la subdivision de Loches .

**Le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.**

Un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis sera ouverte en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme.



Pour extrait conforme,

Le Maire,

Dominique BRAUD

Acte rendu exécutoire  
Compte tenu de son d  r  t  
En sous préfecture le  
Et de son affichage le

Sous-Préfecture de Loches  
reçu le

14 MARS 2005

Contrôle de légalité